

Note interne d'information de visite d'inspection

PACA	84	GS 84	19/05/2005
Inspecteur	Isabelle SARACCO		
Établissement	KERRY Ingrédients France		064.0455
Commune	APT		A
Activité	Fabrication de fruits confits et de préparations spéciales de fruits.		P1

Contexte environnemental / socio-économique

Le contexte environnemental est difficile. Le confisage est une activité traditionnelle de la région d'APT car beaucoup de cerises étaient cultivées dans le secteur. Or, les cours d'eau locaux, et en particulier le Calavon, à régime torrentiel, sont souvent à sec. L'industriel rencontre donc des difficultés pour rejeter ses effluents. Il n'arrive pas non plus à étendre sa surface d'épandage car le secteur est très touristique et personne ne veut d'épandage à côté de chez lui.

Évolutions prévisibles (*augmentation/réduction d'activité - investissements prévus/envisagés....*)

Le site est en pleine restructuration. De vieux bâtiments (GR1 et GR2) sont remis à neuf. Et la production évolue en permanence pour suivre la demande des clients.
L'exploitant fait des efforts pour se mettre en conformité au niveau environnement car il vise la certification ISO 14001 pour mi 2006.

Informations générales

Personnes rencontrées : Henri STARON – Directeur industriel
Laurent GARCHERY – Responsable environnement.

Prélèvements et consommation d'eau (art. 3.7 de l'AP du 31/03/2003)

- Il y a des systèmes de comptage sur chaque unité qui sont relevés quotidiennement et portés sur un registre informatique.
- Suite à l'étude de mars 2000, le bilan des actions réalisées et le planning des actions à entreprendre pour économiser de l'eau n'a toujours pas été fait malgré des relances en 2003 et 2004.

Sécheresse :

- Des arrêts d'ateliers sont programmés d'avril à fin août. La consommation d'eau diminue donc. Mais c'est en août qu'elle sera la plus élevée (1.500 m³/j). J'ai donc signalé qu'il pourrait y avoir un problème ce mois-là.
- L'exploitant a réfléchi à diversifier son approvisionnement en passant par le Canal de Provence : contrat de 70.000 m³, mais il faudrait potabiliser l'eau, ou contrat de 170.000 m³ en eau potable, sachant que la consommation annuelle est de 370.000 m³ sur APT et 60.000 m³ sur GARGAS.

Rejets aqueux (art. 7.1 de l'AP du 31/03/2003) :

- Les rejets au Calavon sont interdits lorsqu'il est à sec, même en hiver. Or la cave viticole et la station d'épuration de la ville rejettent tout le temps.
De plus, l'exploitant est limité dans son épandage par l'apport hydrique à ne pas dépasser. Il lui faudrait doubler sa surface d'épandage, ce qui paraît très difficile, voire impossible.
Je lui ai suggéré de travailler sur le sujet avec la CLE du Calavon.
- Le personnel de la STEP travaille en 2 x 7 et, est d'astreinte le week-end alors que 2 ateliers (GR3 et GR6) fonctionnent parfois le samedi.
Après l'incident de février, la STEP fonctionne à nouveau mais son fonctionnement n'est pas encore optimal (DCO entre 90 et 100 mg/l pour un seuil haut autorisé de 90 mg/l).
- L'incident de février est arrivé parce que des poudres gélifiantes ont été envoyées aux égouts en nettoyant le sol. J'ai rappelé que lorsqu'il y a des solides ou des poudres, le réflexe devrait être de balayer avant de finir à l'eau.
- Il n'y a pas de point de prélèvement d'échantillon, ni de point de mesure sur le rejet final à l'Urbane.
- L'exploitant m'a expliqué que cela posait problème, car c'était loin du site (problème de vandalisme) et sur un terrain ne leur appartenant pas.
- Les travaux sur GR1/GR2 sont en cours, mais le bâtiment qui est sur le Bricolet ne sera pas démoli ; ce qui complique la gestion des pollutions de ce cours d'eau.
Les canalisations sont toutes en train d'être refaites, mais vu l'état de certaines, la nappe du Bricolet a dû être atteinte et l'eau pourrait mettre quelques temps à redevenir propre.

- Les boues de la STEP qui représentent un volume de 2.000 t/an sont traitées par TTC MALO. L'exploitant est intéressé par le projet de compostage de Saint-Trinit qui pourrait traiter toutes ses boues et qui est moins loin.

Épandage :

- Échange de parcelles : il y a trois semaines, le maire pensait pouvoir déplacer les gens du voyage installés sur la parcelle, mais depuis il n'a plus donné de nouvelles.
- Nous n'avons pas encore reçu le bilan agronomique de 2004.
- De nombreux points posent problème dans le bilan 2003 (charge hydrique trop importante, trop d'épandage sur certaines parcelles, pas assez sur d'autres...) – Des solutions doivent être trouvées mais le problème vient surtout du fait que la surface d'épandage est insuffisante par rapport aux besoins de l'industriel.

Suites de l'inspection du 17 mai 2004 :

- Art 2.4 de l'AP du 31/03/2003 : la mise à niveau du schéma des réseaux est en cours, mais l'exploitant attend la fin des travaux sur GR1/GR2 pour la finaliser. Mais le rapport demandé sur l'état des réseaux n'a pas été fait. Nous avons convenu qu'il fallait le faire dès la fin de ces travaux sur GR1/GR2.
- Art 17 de l'AP du 31/03/2003 : l'étude a été faite début 2004. Tous les bâtiments doivent être mis en conformité. Mais aucun planning de travaux n'a encore été fait, bien que la STEP ait été mise en conformité et que la mise en conformité des silos à sucre soit en cours. Le montant des travaux est estimé à 120 k€.

Point sur les échéances de l'AP du 31/03/03 :

Art 3.4 : les travaux ont bien avancé et l'échéance du 31 mars 2006 devrait être respectée.

Divers :

Dans le cadre de l'ISO 14001, l'industriel met à jour son dossier installation classée pour la protection de l'environnement. Il espère être certifié pour avril 2006.

Pour la recherche des substances toxiques dans l'eau, les prélèvements ont été faits en avril.

Impressions de l'Inspecteur

Cette société a mis longtemps à s'inquiéter de l'environnement. Elle commence à s'en occuper, mais il y a encore beaucoup de travail, surtout vu le contexte local (cours d'eau souvent à sec, au cœur du PNRL).

Suivi des écarts des présentes visites d'inspection

N° fiche	Commentaires (soldée? évolution)